FINANCE ETHIQUE ET ECONOMIE SOLIDAIRE

Interpellation des membres du Conseil d'administrationd'Emmaüs International

I - Le bien commun est le bien de tous

Nous sommes tous quotidiennement engagés dans l'action sociale et essayons d'apporter des réponses rapides à des situations d'urgence. Cependant et selon le Manifeste universel d'Emmaüs, **nous nous devons de comprendre les causes de la misère et, si possible, de les éradiquer**.

S'agissant de la lutte contre la pauvreté et les exclusions, l'économie, les finances et les politiques économiques jouent un rôle déterminant. C'est ainsi que, lors des Assemblées mondiales de 2003, 2007 et 2012, les groupes Emmaüs ont confirmé l'importance de l'attention qu'ils doivent porter à l'utilisation de l'argent comme aux conséquences de leurs activités économiques. Création d'un fonds éthique, affirmation de l'appartenance au monde de l'économie solidaire, développement de la mutualisation en sont les principales manifestations.

Aujourd'hui, face à la déréglementation et à la sacralisation du marché, aux excès de la spéculation comme aux conséquences sociales néfastes de l'activité économique, les groupes Emmaüs doivent franchir une nouvelle étape.

II - Etat des lieux des contextes mondiaux et européens

a. Au niveau mondial

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international, dans la droite lignedu modèle néolibéral, continuent de soumettre les pays les plus fragiles, par le biais d'aides conditionnées, à des politiques économiques qui laissent le champ libre au jeu des marchés financiers et à la soit-disant libre-concurrence.

Au-delà du contrôle de leur monnaie, facteur clé pour des économies précaires et déjà dépendantes d'autres monnaies fortes, les Etats doivent avoir la maîtrise de deux instruments : la finance et les politiques économiques.

b. Au niveau de l'Union européenne

Jürgen Habermas qualifie la situation actuelle de l'Europe de « post-démocratique ».

La dénommée Troïka, composée du **Fonds monétaire international**, de la **Banque centrale européenne** et de la **Commission européenne**, définit elle-même les politiques économiques de l'Union européenne et les impose aux gouvernements des Etats membres, ôtant toute marge de manœuvre au Parlement européen et aux Parlements nationaux, régulièrement élus par les citoyens européens.

Les instruments utilisés pour réaliser la politique économique néolibérale, qui continue de détruire les économies, sont au nombre de trois :

1. **La monnaie, l'euro**, émise par la Banque centrale européenne, institution privée qui contrôle l'émission de monnaie dans les pays de la zone euro et prête aux différents États, via des banques privées, à des taux d'intérêts qui varient selon les pays.

2. **La spéculation financière internationale**, presque libre de tout contrôle et n'ayant plus aucun lien avec l'économie réelle, qui a pour rôle de garantir un profit maximum à ses bénéficiaires.

3. **Les traités de politiques économiques**, signés par les différents pays et qui contraignent ceux-ci à l'équilibre budgétaire (le Traité de Maastricht de 1992, le Pacte de stabilité et de croissance de 1999 et le Pacte budgétaire de 2012, aussi appelé « Fiscal Compact »).

Dans de telles conditions, ni le Parlement européen ni les Parlements nationaux ne peuvent, dans leurs propres pays, décider des politiques budgétaires, monétaires, sociales, salariales et industrielles à mettre en œuvre.

Résultat : 30 millions de chômeurs dans la zone euro.

Avec la complicité des moyens de communication, les politiques économiques destinées à garantir le bien-être des citoyens ont été mises à l'index, se focalisant sur l'inflation, la dette publique et l'équilibre budgétaire au lieu de se concentrer sur l'emploi, les bilans sectoriels, la protection sociale et la gestion de l'épargne, les perspectives de transition économiques offertes par les nouvelles énergies ou la protection de l'environnement.

III - Que pouvons-nous faire face à cette situation ?

> **Chaque groupe devrait réfléchir à l'usage qu'il fait de son propre argent**, afin de ne pas se rendre complice des banques commerciales qui jouent avec l'épargne des citoyens et spéculent pour multiplier leurs gains, au lieu de soutenir l'investissement. Nous ne pouvons pas permettre que l'argent de nos groupes et communautés serve à alimenter la spéculation financière. Pour cela, **nous devons nous tourner vers les banques éthiques, pour y placer nos comptes courants ou d'épargne**. **Nous devons également privilégier les placements solidaires**, construits par Emmaüs ou d'autres acteurs de la finance éthique :www.gabv.org

Il faut dire non aux traités économiques qui empêchent les États d'investir dans le domaine social, dans l'éducation, la santé, l'aménagement du territoire. Dans la pratique, **il faut encourager par exemple au niveau européen la création de comités locaux afin d'obtenir la tenue d'un referendum sur l'abolition du pacte budgétaire**, qui interdit aux États souverains d'être déficitaires ou s'investir dans les « collectifs d'audit des dettes publiques » déjà en place...

Autant qu'il est possible, **les groupes Emmaüs doivent s'associer aux combats des organisations de la société civile qui luttent contre les paradis fiscaux comme à celles qui militent pour la généralisation des taxes sur les transactions financières.**

Les groupes Emmaüs du monde entier, étant conscients de cette réalité, ont le devoir de faire connaître ces moyens d'action à leurs amis, aux citoyens et collaborateurs, s'ils veulent véritablement éradiquer une des principales causes de la misère.

> **Nous devons également développer nos initiatives et créations d'activité, dans le cadre de l'économie solidaire**, qui est l'économie de demain car attentive aux individus, aux ressources et à l'action collective : communautés, entreprises à vocation sociale, coopératives, outils de lutte contre le surendettement ; toutes initiatives qui permettent aux plus exclus de prendre leur destinée en main.
>
> Le soutien à l'économie informelle, la pratique du microcrédit, déjà au coeur du monde Emmaüs, doivent aussi être développées.

Quelques sites à consulter :

www.econonuestra.org
www.atterres.org
www.positivemoney.org
http://www.euromemo.eu/euromemorandum/euromemorandum_2013/index.html

www.febea.org
www.financeresponsable.org
http://bilbo.economicoutlook.net/blog/?p=23614
http://neweconomicperspectives.org/

Nous sommes comme des fourmis face à un éléphant : si nous le voulons, nous pouvons le mettre à terre, car le bien commun est le bien de tous.

Contacts :
Membre du Conseil d'Administration référent sur cette question : Gianni Belleti – ferrara@emmaus.it
Membre du Comité Exécutif référent sur cette question : Jean Rousseau – j.rousseau@emmaus-international.org
Secrétariat International d'Emmaüs : Stéphane Melchiorri ou Thomas Bodelet – + 33 (0)1.41.58.25.50 – s.melchiorri@emmaus-international.org ou t.bodelet@emmaus-international.org